

LE GOUVERNEMENT DE LA  
PERSONNE ET DES BIENS DE  
L'ENFANT – LE CAS DE LA BULGARIE

---

## INTRODUCTION

Les textes fondamentaux du droit bulgare de la famille sont les suivants :

- tout d'abord, plusieurs dispositions de la Constitution de 1991 (annexe n° 1) parmi lesquelles les articles 14 et 47 qui posent les principes régissant les rapports entre parents et enfants, la protection de la famille, de la maternité et des enfants par l'Etat et la société ;

- la Convention internationale des droits de l'enfant, ratifiée par la République de Bulgarie le 11.04.1991. Conformément à l'article 5, al. 4 de la Constitution, les actes internationaux ratifiés priment sur les normes internes avec qui ils seraient éventuellement en conflit.

- le Code de la famille de 1985 (ci-dessous CF) (annexe n° 2), entré en vigueur le 1er juillet 1985. Il améliore et enrichit la réglementation des rapports familiaux, établie par le premier Code bulgare de la famille qui date de 1968. L'amendement de ce code en 2003 donne un nouveau cadre juridique à l'adoption, modifie l'institution de la filiation ainsi que l'institution de la déchéance des droits parentaux.

- la loi sur la protection de l'enfant (ci-dessous LPE) (annexe n° 3) adoptée en 2000 a été largement amendée deux ans plus tard et vient de subir quelques aménagements de détail en 2003. Cette loi revêt une importance majeure car c'est elle qui crée les organismes de protection de l'enfant et régit les droits de l'enfant, les mécanismes et les mesures de protection de l'enfant, ainsi que la prestation de services sociaux aux enfants.

Il y a plus de 50 ans, le droit bulgare de la famille a rejeté les notions de « *puissance paternelle* » et « *puissance parentale* ». La proclamation des principes de l'égalité de l'homme et de la femme et de l'égalité des parents par le Décret - loi sur le mariage du 12.05.1945 et la Loi sur les personnes et la famille du 09.09.1949, ainsi que le fait de concevoir l'enfant en tant que sujet du rapport juridique parent – enfant, sont à l'origine de la nouvelle notion de « *droits et devoirs parentaux* ». Le chapitre VII du Code de la famille est intitulé « *Rapports entre parents et enfants* », le noyau de la réglementation étant formé par les droits et les devoirs des parents à l'égard de la personne et des biens des enfants mineurs. Pour mettre l'accent sur la spécificité de ces relations et sur le fait que les droits sont indubitablement assortis de devoirs, le législateur utilise aussi les notions de « *fonctions parentales* » et « *droits parentaux* ».

La réglementation des rapports entre parents et enfants est fondée sur les principes fixés par l'article 3 du Code de la famille :

- le principe de la protection universelle et de la défense des droits de l'enfant. C'est dans le seul intérêt de l'enfant que les parents exercent leurs fonctions parentales : la garde, la surveillance et l'éducation. Cet intérêt est toujours déterminant et les organismes d'Etat ainsi que les tribunaux veillent à son respect.

- le principe d'égalité des enfants de sexe masculin et féminin, des enfants légitimes, naturels et adoptés qui date de 1945. Les notions de « mariage » et « d'époux » ne figurent nulle part dans la réglementation des rapports entre parents et enfants en droit bulgare de la famille où il n'est question que de parents et d'enfants. L'accent est mis sur la filiation qui constitue le fondement des relations juridiques parents-enfants. La distinction entre *enfants légitimes* et *naturels* est complètement rejetée depuis 1940, date de l'adoption de la loi sur les enfants nés en dehors du mariage et sur l'adoption.

- le principe d'égalité des parents. Les droits et les devoirs parentaux appartiennent au même titre au père et à la mère et s'exercent de concert, quel que soit leur statut : mariés ou non, ayant des enfants issus du mariage ou nés en hors mariage.

#### La mission des parents prend fin :

- avec la majorité de l'enfant (18 ans). La protection parentale subsiste au-delà de cet âge, sous la forme de la tutelle déferée *ex lege* aux parents, lorsque les enfants sont incapables juridiquement en raison de maladies mentales (art. 128, al.3) ;

- avec l'émancipation. L'enfant est émancipé *ex lege* lorsqu'il se marie avant d'avoir atteint l'âge de la majorité (art. 12, al. 2 CF). L'âge minimum requis pour le mariage est de 16 ans sur dispense du président du tribunal départemental. Le mineur qui se marie acquiert la pleine capacité juridique sans qu'il y ait besoin qu'une procédure spéciale. En cas de divorce survenu avant l'âge de la majorité, le mineur conserve sa pleine capacité juridique ;

- au décès de l'enfant ;

- au décès du parent. La protection parentale est automatiquement dévolue au parent survivant (père ou mère) en vertu de la loi. Cela concerne aussi les parents divorcés ;

- en raison de l'adoption de l'enfant. L'adoption met fin aux fonctions des parents biologiques et confère des droits et devoirs parentaux à l'adoptant. Cela vaut pour les deux types d'adoptions. – l'adoption plénière et l'adoption simple (art. 61 et 62 CF) ;

- en raison de la fin de l'adoption. Selon le droit bulgare de la famille, l'adoption simple, ainsi que l'adoption plénière peuvent être révoquées. Lorsque la révocation survient avant que l'adopté n'ait atteint l'âge de la majorité les fonctions parentales sont restituées aux parents biologiques.

# I. LE GOUVERNEMENT DE LA PERSONNE DE L'ENFANT

---

## A. LES TITULAIRES DE LA MISSION

### 1. L'attribution initiale de la mission

Le principe est que les parents sont les seuls titulaires des droits et devoirs parentaux. Les droits et devoirs appartiennent aux deux parents si les filiations maternelle et paternelle ont été établies, si les parents sont vivants et ne sont pas déchus des fonctions parentales.

Le rapport parent – enfant est fondé sur le lien biologique et sur l'adoption.

#### Le lien biologique

Les parents deviennent titulaires des droits et devoirs en vertu de leur maternité et paternité. Les règles relatives à la filiation s'appliquent également au cas où l'enfant serait conçu avec le matériel génétique d'une autre femme, (l'insémination artificielle ou la conception in vitro - art. 31, al. 1er, et art.33, al. 4, CF). Les droits et les devoirs résultent, en vertu de la loi (*ex lege*), directement de la filiation biologique quand elle est établie.

Il y a trois modes d'établissement de la filiation maternelle et paternelle :

- la filiation maternelle est établie par le fait de la naissance et sa constatation par l'acte de naissance ; la reconnaissance émanant de la mère ou par une action en recherche de maternité ;

- la filiation paternelle résulte quant à elle de la présomption de paternité, d'une reconnaissance émanant du père ou d'une action en recherche de paternité.

La reconnaissance est une démarche administrative. C'est un acte juridique unilatéral par lequel s'exprime la volonté de l'auteur de l'aveu. L'accord de l'autre parent n'est pas requis. L'officier de l'Etat civil ne fait que constater l'acte, ce qui donne à l'auteur la possibilité de le contester, s'il le désire.

Il n'y a aucune différence de statut entre les enfants légitimes, les enfants naturels et les enfants adultérins ou incestueux. Ils jouissent des mêmes droits dans la famille et dans la société.

#### L'adoption

Les droits et les devoirs parentaux peuvent aussi trouver leur source dans l'acte d'adoption. L'adoptant est le seul investi à l'égard de l'adopté de tous les droits parentaux tant dans le cas de l'adoption plénière (*adoptio plena*) que dans le cas de

l'adoption simple (*adoptio minus plena*) (art. 61 et 62, CF). L'adoption peut être le fait d'une seule personne (homme ou femme) qui est alors investie seule de tous les droits parentaux ou le fait de deux époux, les droits et les devoirs parentaux appartenant alors indifféremment à l'un ou à l'autre des époux.

Ne sont pas titulaires de droits et de devoirs parentaux : le conjoint du parent ; le tuteur ou le curateur ; les personnes ayant été chargées par les parents ou par une décision judiciaire ou administrative de s'occuper de l'entretien et de l'éducation des enfants, dans des cas prévus par la loi. Par exemple : un tiers à qui l'enfant a été confié en cas de divorce des parents ou la famille d'accueil<sup>1</sup> de l'enfant lorsque des mesures ont été prises en vertu de l'article 4, al. 1, p. 2 de la loi relative à la protection de l'enfant ( LPE). Dans ces hypothèses, les tiers exercent la garde de l'enfant, mais pas les fonctions parentales.

Les grands-parents ne sont pas non plus titulaires des droits et devoirs parentaux. L'article 70 du Code de la famille régit les rapports entre les grands-parents et les petits enfants. Il garantit aux grands-parents le droit aux rapports personnels avec les petits-enfants et leur accorde la possibilité d'introduire une actions dans tous les cas où la poursuite des relations personnelles avec leurs petits – enfants se trouverait entravée.

## **2. Les changements ultérieurs**

### *a) Impossibilité, pour l'un des parents, d'accomplir sa mission*

Dans certains cas, un des parents peut se trouver dans l'impossibilité d'accomplir sa mission : il est décédé, disparu ou déchu des droits et devoirs parentaux (art. 75, CF). Le parent privé de ses droits ne garde que deux attributs de la parenté : le devoir de verser une pension alimentaire et la possibilité de donner son opinion pour une éventuelle adoption de l'enfant.

Les droits et devoirs parentaux reviennent alors à l'autre parent.

### *b) Impossibilité, pour les deux parents, d'accomplir leur mission*

Dans certains cas, les deux parents peuvent se trouver dans l'impossibilité d'exercer leur mission. L'enfant sera alors placé : dans son milieu familial, hors de sa famille biologique ou d'adoption ou dans des organismes spécialisés (art. 26, LPE). Un tel placement peut être décidé :

---

<sup>1</sup> L'institution de la famille d'accueil est nouvelle pour le droit bulgare. Selon la définition légale, il s'agit de deux époux ou d'une personne seule auxquels sont confiés l'entretien et l'éducation de l'enfant selon un contrat (art. 27, al. 3 et art. 31, LPE).

a) par voie administrative ou par voie judiciaire. Il s'agit d'hypothèses où, par exemple, les parents sont déchus des droits parentaux ou ont fait l'objet d'une mesure de restriction de leurs droits. Ce sont des cas d'ouverture de la tutelle ou curatelle. L'enfant est placé dans une famille d'accueil, chez des ascendants, chez des proches de la famille (art. 25 et 26, LPE). Le placement par voie administrative est une mesure provisoire. Le placement durable de l'enfant ainsi que les changements relatifs à sa condition, y compris le retour dans sa famille biologique se fait toujours en raison d'une décision judiciaire. Toutes les mesures, qu'elles soient administratives ou judiciaires, sont susceptibles de modifications.

b) Sur une demande volontaire des parents ainsi qu'à la suite d'une procédure de divorce (art. 106, al. 4 du CF).

Les ascendants ou autres parents à qui est confiée la garde de l'enfant ne deviennent pas pour autant titulaires des droits et devoirs parentaux. Dans ces hypothèses, une tutelle doit être ouverte. Le tiers qui assure la garde et qui en pratique s'occupe de l'entretien et de l'éducation de l'enfant pourra demander à être nommé tuteur, s'il est apte à remplir ces fonctions selon les dispositions de la loi.(art. 111 et 116, CF). Le droit familial bulgare ne connaît pas l'institution du « *conseil de famille* ». Il n'en est pas non plus possible que les grands-parents désignent le tuteur lorsque, par exemple, le père est décédé et la mère déchue de ses droits parentaux. C'est l'organe de tutelle et de curatelle<sup>2</sup> qui désigne le tuteur. Le droit familial bulgare ne connaît pas non plus « *la tutelle testamentaire* ». La désignation du tuteur résulte d'un acte administratif de l'organe de tutelle et de curatelle en fonction des dispositions de la loi et de critères d'opportunité. Le tuteur sera choisi parmi les ascendants et les proches susceptibles de défendre au mieux les intérêts de l'enfant. Les traditions patriarcales étant conservées dans la société bulgare et les enfants étant très attachés à leurs grands parents, ce sont le plus souvent ces derniers qui sont investis juridiquement du droit de garde. La tutelle peut également leur être dévolue suivant les dispositions de la loi.

Le placement prend fin :

- avec la disparition des raisons qui ont motivé l'adoption de cette mesure – par exemple les parents retrouvent l'exercice de leur mission (art.29, LPE et art. 77, CF) ;
- avec la majorité ou l'émancipation de l'enfant par le mariage ;
- lors du changement du régime de garde, décidé par voie administrative ou judiciaire.

---

<sup>2</sup> Il s'agit d'une autorité administrative : le maire de la commune de résidence de l'incapable (cf. ci-dessous « Compétence administrative et judiciaire »).

### *c) Le divorce ou la séparation des parents*

#### Le divorce

Le principe est que le divorce ne porte pas atteinte à l'attribution des droits et devoirs parentaux. Ce n'est que leur exercice (et notamment la fixation de la résidence des enfants) qui se trouve affecté (art. 106, al. 1er, CF).

Le droit bulgare de la famille connaît deux formes de divorce : le divorce par consentement mutuel (demande conjointe) et le divorce pour faute.

En cas de divorce par consentement mutuel, les époux règlent d'un commun accord toutes les questions concernant ses conséquences, ainsi que celles relatives aux enfants. La question du sort des enfants communs (enfants issus du mariage ou nés hors mariage), est une partie intégrante de l'accord (art. 101, CF). Devront être expressément réglés l'attribution de la garde des enfants, le régime des relations personnelles parents-enfants ainsi que la pension alimentaire. Condition nécessaire du prononcé du divorce (art. 100 et 259a – 259b, Code de procédure civile), l'accord des parents au sujet des enfants fait l'objet du contrôle judiciaire. Le tribunal doit d'office s'assurer que les intérêts des enfants sont préservés. Si la convention est incomplète ou préjudiciable à l'enfant, le tribunal accorde un délai de rectification et si les parties ne complètent ou ne modifient pas leur convention dans le délai imparti, il rejette la demande de divorce.

Dans l'hypothèse du divorce pour faute, les questions concernant l'exercice des droits et devoirs parentaux sont réglées au cours de la procédure (art. 99, al. 3 et art. 106 CF)<sup>3</sup>. A défaut d'accord entre les parents quant au sort des enfants, le tribunal statue d'office sur leur situation (art. 99, al. 3 CF). Il se prononce obligatoirement sur les modalités d'exercice des droits et devoirs des parents : l'attribution de la garde, la fixation de la résidence de l'enfant, les modalités d'exercice des droits parentaux, le régime des relations personnelles des enfants avec le parent qui n'a pas la garde ainsi que la pension alimentaire (art. 106, al. 1er, CF). Le tribunal décide en fonction de l'intérêt des enfants, après avoir pris en compte l'ensemble des éléments de fait.

Dans un avis de la Session plénière n° 1 du 12.11.1974 (annexe n° 4) (l'ancien Code de la famille de 1968 étant alors en vigueur), la Cour suprême détaille les modalités d'application de la loi. Cet avis a conservé son importance et il reste applicable sous l'empire du nouveau Code de la famille de 1985 dans la mesure où la réglementation n'a pas subi de changements majeurs.

Selon le droit bulgare de la famille, le tribunal ne se prononce sur la faute que s'il s'agit de divorce pour faute et si les époux ne parviennent pas à un accord quant

aux conséquences de la dissolution du mariage et au sort des enfants (art. 99, al. 3 CF). Néanmoins, la constatation de la faute ne représente pas un obstacle pour que l'époux auquel la faute est imputée jouisse de l'exercice des droits parentaux, à moins que cela n'ait d'impact négatif sur l'éducation des enfants.

A l'occasion du divorce et dans l'intérêt de l'enfant, sa résidence peut être fixée chez un tiers : grands-parents, autres parents et proches de l'enfant. Faute de milieu familial convenable, l'enfant peut exceptionnellement être placé dans des organismes (des établissements) spécialisés. Cette hypothèse donne naissance à beaucoup de difficultés en pratique. La jurisprudence est fondée sur l'avis de la session plénière de la Cour Suprême n° 4 du 06. 12. 1962 (annexe n° 5) relatif au transfert de fait de l'enfant. Ce décret préconise que lorsque l'enfant est transféré du tiers à qui il a été confié au parent qui, en vertu de la décision du tribunal exercera les droits parentaux et chez qui il habitera dorénavant, on doit veiller à ce que cela n'aboutisse pas à des traumatismes psychiques de l'enfant. Un agent social assiste à ce transfert (art. 15, al. 4, LPE).

### La séparation

Les parents mariés ne vivant plus ensemble (séparation de fait) ou les parents non mariés ne vivant pas ou plus ensemble, demeurent titulaires des droits et devoirs parentaux. En revanche, les modalités d'exercice de leurs fonctions peuvent se trouver modifiées.

Lorsqu'il y a désaccord des parents quant à la résidence de l'enfant (art. 71, al. 2), le tribunal départemental est appelé à trancher. Par ailleurs, des mesures préservant l'intérêt de l'enfant peuvent être prises par l'administration : l'enfant peut même être placé dans un établissement d'éducation si cette mesure est dans son intérêt (avis n° 2159 du 10.03.2003, procès administratif n° 8366/2002, Cour Suprême administrative – annexe n° 6).

En cas de désaccord des parents au sujet des autres aspects de la protection parentale, le conflit sera également soumis au tribunal départemental qui procédera à l'audition des parents et de l'enfant ayant atteint l'âge de 10 ans (art. 72, CF et art. 15, LPE).

### *d) Délégation de l'exercice des droits parentaux*

La mission des parents est strictement personnelle : elle n'appartient qu'aux père et mère et ne peut être attribuée à une autre personne. Comme nous l'avons

---

<sup>3</sup> Les conséquences de l'annulation du mariage sont régies par l'article 98 du Code de la famille.

vu<sup>4</sup>, les autres membres de la famille, qui ont été chargés par voie judiciaire ou administrative de s'occuper des enfants, ne deviennent pas titulaires des droits et obligations parentales. Ils n'offrent qu'un soin courant et supplétif à l'enfant. Il s'agit d'une règle expressément énoncée à l'article 31, al. 2, LPE relative au statut de la famille d'accueil.

En revanche, lorsqu'un tuteur ou un curateur ont été nommé, ces personnes exercent les droits et devoirs des parents, en leurs lieu et place.

## B. LE CONTENU DE LA MISSION

Les droits et les devoirs des parents ne sont pas exhaustivement mentionnés dans la loi. Ils sont simplement suggérés par la notion «*garde des enfants* » de l'article 68 du Code de la famille. Plusieurs attributs ressortent des autres dispositions du Code de la famille.

**Le droit de fixer la résidence de l'enfant (l'obligation de lui assurer un logement).** L'enfant mineur non émancipé est domicilié chez ses père et mère. Une première application de cette règle existe en matière de divorce : le logement familial est attribué au parent à qui est confiée la garde de l'enfant (art. 107, CF). Par ailleurs, l'enfant ne peut être retiré de la maison familiale que dans les cas de nécessité (art. 71, al. 1<sup>er</sup>, CF). En cas de détournement de l'enfant par un tiers de son domicile familial, le tribunal départemental, saisi par les parents, ordonne la restitution de l'enfant.

**Le droit et l'obligation d'élever l'enfant.** Il s'agit d'un droit et d'un devoir constitutionnel (art. 47, al.1<sup>er</sup> de la Constitution bulgare). Les parents doivent assurer les conditions du développement physique et intellectuel de l'enfant, de son éducation ainsi que de sa formation civique. En exécution de ce devoir, les parents doivent assurer la subsistance de leurs enfants non seulement jusqu'à l'âge de la majorité (18 ans), mais encore au-delà, dès lors que les enfants poursuivent leurs études (art. 82, al. 2, CF). La loi est impérative : le parent ne peut pas être dispensé de l'obligation alimentaire en dehors des cas prévus par la loi tels que l'incapacité de travailler et l'absence de ressources patrimoniales (art. 79, CF).

**L'obligation d'assurer la subsistance de l'enfant.** Les parents doivent assurer la subsistance de l'enfant. Bien que le travail des mineurs soit autorisé à partir de 16 ans, l'obligation des parents persiste jusqu'à l'âge de la majorité et même au-delà lorsque l'enfant poursuit des études. Dans certaines circonstances, l'exécution de cette obligation peut prendre la forme du versement d'une pension alimentaire (art. 82 CF).

---

<sup>4</sup> Cf. ci-dessus, « Impossibilité pour les deux parents d'accomplir leur mission ».

**Le droit de prendre certaines mesures envers l'enfant.** Les parents ont le droit de prendre des mesures éducatives à l'égard de l'enfant (art. 11, LPE). En revanche, il ne faut pas que ces mesures portent atteinte à la dignité de l'enfant, ni qu'elles constituent des formes de violence, ni qu'elles aillent, de quelle que façon que ce soit, à l'encontre de l'intérêt de l'enfant. L'enfant est protégé contre la violence, y compris dans la famille (art. 11, LPE).

**Le droit de consentir à l'adoption de l'enfant.** Le consentement des parents biologiques est une condition de validité de l'adoption de l'enfant. Il n'existe qu'une seule hypothèse dans laquelle le consentement du parent à l'adoption de son enfant n'est plus requis : le parent a été reconnu coupable de faits graves en raison desquels le tribunal a prononcé l'adoption dans l'intérêt de l'enfant (art. 53, al. 4 et art. 57, CF).

**Le devoir et l'obligation de surveiller l'enfant.** Les parents doivent surveiller leur enfant. Une disposition expresse leur impose d'accompagner leurs enfants de moins de 14 ans ou de les faire accompagner par une personne majeure s'ils doivent se trouver dans les lieux publics après 22 heures (art. 8, al. 3, LPE).

**Le droit de choisir la religion de l'enfant de moins de 14 ans.** Conformément à la loi sur les religions (JO, n 120 de 2002), les parents ont le droit d'assurer la formation religieuse de leurs enfants en harmonie avec leurs propres convictions religieuses. La loi relative à la protection de l'enfant protège pour la première fois la conviction religieuse de l'enfant. Le choix de la religion est fait par les parents jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 14 ans (art. 14, LPE). Après cet âge, ce choix requiert l'accord commun des parents et de l'enfant. En cas de désaccord, l'enfant a le droit de demander à l'organisme de protection de l'enfant que le conflit soit arbitré par voie judiciaire. Les enfants qui ont plus de 14 ans peuvent participer seuls à l'activité de différentes communautés ou organismes religieux à moins qu'il n'y ait une opposition expresse de la part des parents.

**Devoirs des parents découlant des droits civils reconnus aux enfants par la Convention des droits de l'enfant et par la Loi sur la protection de l'enfant.**

Certains devoirs des parents sont le complément des droits reconnus à l'enfant :

- l'enfant est protégé contre son implication par les parents à des fins lucratives dans la mendicité, la prostitution et d'autres pratiques illégales ainsi que contre la violence sexuelle ;

- la vie privée de l'enfant et de sa famille est garantie. L'enfant est protégé contre la divulgation de renseignements, obtenus lors d'une procédure administrative

ou judiciaire, qui porteraient atteinte à son intérêt personnel ou à l'intérêt de sa famille (art.13 et 16, LPF) ;

- l'enfant a le droit d'être informé et consulté par l'organisme de protection de l'enfant au sujet de questions qui l'intéressent sans que les parents soient au courant si cela est dans son intérêt (art. 13, LPF) ;

- l'enfant a le droit d'exprimer librement son opinion sur toutes les questions qui le concernent, y compris dans la famille ;

- les enfants de plus de 10 ans sont obligatoirement entendus dans toutes les procédures administratives et judiciaires qui concernent leurs droits (art. 15, LPE). L'audition des enfants de moins de dix ans est recevable en fonction du degré de leur maturité. La loi prévoit des garanties procédurales assurant l'information et la participation efficace de l'enfant à la procédure. Le Code de famille (art. 106, al.3) prévoit l'audition obligatoire des enfants en cas de divorce de leurs parents avant qu'il ne soit statué sur les conséquences du divorce quant à eux.

### C. LES SANCTIONS

Le parent qui n'exerce pas ses fonctions conformément à la loi, pourra être privé de ses droits parentaux. La privation de droits parentaux est à la fois une peine, dont le but est de sanctionner le parent indigne et une mesure de protection de l'enfant qui tend à sauvegarder les intérêts de ce dernier tandis que le parent, même non coupable, est dans l'incapacité de le faire. La privation des droits parentaux peut revêtir deux formes : la « déchéance des droits parentaux » qui porte sur l'ensemble des droits et devoirs des parents et le « retrait des droits parentaux » qui se limite à certains droits seulement.

#### Le retrait des droits parentaux

Le retrait des droits parentaux peut être prononcé suite à la mise en danger de l'enfant ou de son patrimoine par le comportement fautif du parent ou suite à l'incapacité objective du parent d'assurer ses fonctions (par exemple, lorsqu'il est déclaré incapable). La mesure doit être prise dans l'intérêt exclusif de l'enfant afin d'écartier le danger qui menace sa santé, son éducation, sa personnalité ou simplement ses biens.

L'action peut être introduite par l'autre parent, par la Direction d'Aide sociale ou par le procureur. Le tribunal peut également se saisir d'office. La compétence est dévolue au tribunal départemental. La Direction d'Aide sociale a également la faculté d'intervenir à l'instance.

L'incidence de cette mesure sur les droits parentaux varie au cas par cas. Le retrait des droits parentaux peut même être assorti du placement de l'enfant dans un

milieu convenable. Dans tous les cas, le parent pourra continuer à exercer les droits qui ne sont pas concernés par le retrait.

### La déchéance des droits parentaux

Cette mesure porte sur tous les droits et devoirs du parent. Elle intervient dans trois séries de circonstances.

Premièrement, la déchéance des droits parentaux peut être prononcée pour des « *causes considérées comme particulièrement graves* » du point de vue de leur nature, durée, ou intensité. Il peut s'agir à la fois de situations où une faute grave du parent a été constatée ou de situations où l'incapacité du parents à assumer ses fonctions ne lui est pas imputable.

Deuxièmement, la déchéance peut être prononcée à l'encontre du parent qui s'est abstenu durablement d'exercer ses droits et de remplir ses devoirs et qui ne s'acquitte pas de l'obligation alimentaire (art.75 al. 2, CF).

Troisièmement, la déchéance peut être prononcée en cas d'abandon de l'enfant dans un établissement d'éducation agréé (organisme spécialisé). L'enfant est considéré abandonné lorsque le parent n'est pas venu le chercher dans un délai de 6 mois à compter du jour où l'enfant aurait dû quitter l'établissement où il avait été accueilli à titre provisoire.

Le Code de la famille ne prévoit pas la déchéance automatique. Une action en déchéance doit être introduite auprès du tribunal départemental. Les personnes autorisées à introduire une action en retrait des droits parentaux ont qualité pour introduire l'action en déchéance. Le tribunal peut ici encore se saisir d'office. L'audition du procureur et de l'enfant est obligatoire lors du procès (art.15 LPE).

La déchéance des droits parentaux entraîne plusieurs conséquences. L'autre parent demeure seul investi de l'exercice des droits et devoirs parentaux. S'il est lui-même incapable d'exercer ses fonctions, l'organe de tutelle et de curatelle désigne un tuteur ou curateur de l'enfant. L'enfant est inscrit sur le registre des enfants susceptibles de faire objet d'une adoption plénière aux termes de l'art. 53g du Code de la famille. Lors de l'adoption, l'opinion du parent sera sollicitée, mais son consentement ne sera plus une condition de validité de l'acte (art. 55, al. 2, § 2, CP). Par ailleurs, le parent qui est déchu des droits parentaux perd certains de ses droits civils : il est privé du droit d'être adoptant, tuteur, curateur, curateur adjoint ainsi que membre d'un conseil de tutelle. Il y a dans la théorie du droit familial une conception selon laquelle le parent perd ses droits successoraux après la mort de l'enfant. Plus encore, les enfants ne sont plus tenus de l'obligation alimentaire envers leurs parents déchus de droits (art. 91, al. 3, CF). En revanche, la déchéance des droits parentaux

ne dispense pas le parent de son devoir de verser une pension alimentaire à l'enfant.

Dans l'intérêt de l'enfant, le tribunal est tenu de régler la question des relations personnelles parent-enfant (art. 76 CF).

La déchéance des droits parentaux revêt un caractère provisoire. En cas de changement des circonstances le tribunal peut mettre fin à la mesure prise lorsqu'elle ne se justifie plus (art. 77, al. 1 CF).

## II. LE GOUVERNEMENT DES BIENS DE L'ENFANT

---

Aux termes du Code de la famille (art. 72), les parents exercent les droits et devoirs parentaux sur la personne *et les biens* de l'enfant. Des règles différentes s'appliquent selon qu'il s'agit d'actes dits «de gouvernement », d'actes de disposition ou d'actes interdits par la loi.

### Les actes de gouvernement

Il s'agit, au sens du droit français, d'actes de conservation et d'administration : la perception des fruits, l'aliénation des biens susceptibles de dépérissement, le recouvrement des créances, le paiement des dettes, la conclusion de baux d'une durée inférieure à 3 ans sont qualifiés par la Cour Suprême comme des actes de gouvernement du patrimoine. La qualification se fait au cas par cas, en fonction de l'incidence de l'acte sur le patrimoine (Avis de l'Assemblée générale de la Cour Suprême n° 91 du 2.09.1954, annexe n° 7).

Les parents de l'enfant qui n'a pas atteint l'âge de 14 ans représentent l'enfant et accomplissent seuls les actes d'administration en son nom. Chacun d'eux peut représenter seul son enfant. La représentation s'effectue dans l'intérêt de l'enfant. De ce fait, en cas de contrariété d'intérêts entre les parents et l'enfant, le tribunal désignera un représentant ad hoc – le plus souvent un avocat.

Le mineur de plus de 14 ans peut conclure seul des actes courants. Pour les autres actes, en plus de son expression de volonté, l'accord des parents est requis (art. 73, al. 2 CF).

### Les actes de disposition

Pour l'accomplissement des actes de disposition sur le patrimoine du mineur, l'accord du tribunal départemental est nécessaire. Ce dernier ne donne son autorisation que lorsque l'acte constitue un besoin évident pour le mineur ou est de façon évidente dans son intérêt. La règle est valable quel que soit l'âge du mineur dont le patrimoine sera ainsi engagé.

### Les actes interdits par la loi

Certains actes sont expressément interdits par la loi (article 73, al. 3, CF). Il s'agit d'actes contraires à l'intérêt de l'enfant : donations, renonciation à un droit, prêts, constitution d'un gage pour garantir les obligations d'un tiers<sup>5</sup>, constitution

---

<sup>5</sup> En revanche, la constitution d'un gage en garantie des dettes du mineur lui-même est valable.

d'hypothèque, engagement en tant que caution. Ces actes sont frappés de nullité. L'éventuelle autorisation du tribunal ne peut pas couvrir la nullité.

### III. LA COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE

---

#### A. LA COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE

L'organe administratif, c'est le maire de la municipalité (art. 110 CF). Le directeur de la direction « Aide sociale » constituée auprès des municipalités est l'organe administratif qui place l'enfant à titre provisoire hors de sa famille (art. 27 LPE). Le tuteur ou le curateur sont également désignés par l'autorité administrative.

Les actes de l'autorité administrative sont soumis à un pourvoi formé devant le tribunal départemental (art. 115 CF, art. 27, al.4 LPE).

#### B. LA COMPÉTENCE JUDICIAIRE

Le système judiciaire bulgare ne connaît pas l'institution du « juge des enfants ». Les litiges relevant du droit de la famille sont soumis aux tribunaux ordinaires civils, c'est à dire aux tribunaux départementaux. Certains de ces litiges sont soumis aux tribunaux régionaux<sup>6</sup>.

Sont soumis au tribunaux régionaux :

- les actions en établissement de la filiation (art. 80, al. 1, b., « a », Code de procédure civile) ;
- les requêtes relatives à l'adoption d'un enfant ( art. 58, CF) ;
- les actions relatives à la cessation de l'adoption (art. 80, al.1, b., « a » Code de procédure civile).

Les décisions des tribunaux régionaux peuvent être attaquées en appel. Un pourvoi peut être formé devant la Cour Suprême.

Le tribunal départemental tranche les litiges relatifs à la fixation de la résidence de l'enfant et de la pension alimentaire (art. 82 CF) et à l'exercice des droits parentaux (art. 71, art. 72, art. 106 CF) ; se prononce sur le retrait et la déchéance des droits parentaux (art. 74, art. 75 CF) et sur la prise de mesures de protection de l'enfant. Ses décisions sont attaquable devant la Cour d'appel, mais la possibilité d'un de former un pourvoi devant la Cour Suprême n'existe pas.

---

<sup>6</sup> En Bulgarie, les tribunaux départementaux et les tribunaux régionaux se trouvent dans un rapport similaire à celui qui existe en France entre les tribunaux d'instance et les tribunaux de grande instance.

### **C. LA PARTICIPATION DU PROCUREUR AUX PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES**

La participation du procureur aux procédures administratives et judiciaires qui concernent les droits de l'enfant est une expression de la volonté de préserver les intérêts de ce dernier. Conformément au Code de la famille et à la loi relative à la protection de l'enfant, la participation du procureur est obligatoire :

- aux procès relatifs à la déchéance des droits parentaux ;
- aux procès relatifs à l'inscription des enfants dans les registres des enfants susceptibles de faire objet d'une adoption plénière (art. 53d CF);
- aux procès relatifs à la recevabilité de l'adoption ou à la cessation de l'adoption ( art. 59, art. 64, al. 2 CF) ;
- aux procédures relatives au placement de l'enfant hors de sa famille (art. 30, 33, 40, LPE).

Dans certaines circonstances expressément prévues par la loi, le procureur a droit d'introduire des actions en justice relatives à la condition de l'enfant.

#### IV. LES MESURES D'AIDE AUX PARENTS

---

Aux termes de l'article 47, al. 1<sup>er</sup> de la Constitution, l'Etat contribue à l'entretien et à l'éducation des enfants. Le principe figure également dans le Code de la famille (art. 2, art. 5). A son tour, la loi sur la protection de l'enfant a mis en place un système uniforme d'organismes de protection de l'enfant. L'amendement de la loi en 2003 a élargi les compétences de ces organismes.

L'objectif est de créer les conditions favorables susceptible de garantir les droits de tous les enfants, dans tous les domaines de la vie sociale. C'est le Conseil des ministres qui détermine les grandes lignes de la politique d'Etat dans le domaine de la protection de l'enfant. Son principal organe pour la mise en place de cette politique est l'Agence d'Etat de protection de l'enfant auprès du Conseil des Ministres. Un organe de protection de l'enfant est établi au niveau des municipalités – la direction « Aide sociale » et son département « Protection de l'enfant »<sup>7</sup>.

La protection des enfants et les mesures d'aides aux parents reposent sur les principes généraux suivants :

- le principe de collaboration (art. 9, LPE). L'Etat et les municipalités collaborent dans leur action de protection de l'enfant avec des personnes morales à but non lucratif. Par ailleurs, toute personne physique et morale est tenue de porter secours à un enfant qui a besoin d'être protégé et d'en informer la Direction « Aide sociale » (art. 7, LPE). La même attitude est exigée de la part de toute personne qui prend connaissance de circonstances entraînant la nécessité de l'ouverture d'une tutelle ou d'une curatelle pour la protection d'un mineur (art. 109, al. 3 CF).

- l'intervention de la Direction « Aide sociale » dans les procédures judiciaires et administratives relatives aux droits des mineurs. Un représentant de la direction « Aide sociale » participe à ces procédures pour exposer sa position ou y déposer son rapport écrit, établi sur la base de l'enquête sociale conduite préalablement. La Direction « Aide sociale » peut également représenter l'enfant aux procédures, lorsque cela est expressément prévu dans la loi (art. 15 LPE).

---

<sup>7</sup> Il existe auprès du Ministère de la politique sociale des Directions régionales de protection de l'enfant ainsi qu'une Agence d'aide sociale.

Par ailleurs, c'est auprès de la Direction « Aide sociale » que sont tenus les registres des personnes qui désirent devenir adoptants ainsi que les registres des enfants susceptibles de faire objet d'une adoption plénière.

Il existe deux groupes de mesures d'aide aux parents :

- des mesures au sein de la famille biologique ou adoptive. Ces mesures visent à aider les parents à améliorer les conditions dans lesquelles ils auront à élever leurs enfants. Les parents ont le droit d'être informés et conseillés au sujet de toutes les mesures à prendre pour protéger l'enfant (art. 8, al.2 et 2, LPE). Ils auront ensuite l'obligation d'appliquer les mesures préconisées.

- des mesures hors de la famille biologique ou adoptive. Il s'agit du placement de l'enfant hors de sa famille biologique et adoptive, chez les grands-parents, chez d'autres parents et proches de l'enfant, dans une famille d'accueil.

Comme nous l'avons vu, la prise de ces mesures peut s'effectuer par voie administrative ou par voie judiciaire.

## ANNEXE N° 1

**Constitution de la République de Bulgarie  
13 juillet 1991**

КОНСТИТУЦИЯ на Република България

**Обн., ДВ, бр. 56 от 13.07.1991 г., в сила от 13.07.1991 г., изм. и доп., бр. 85 от 26.09.2003 г.**

Чл. 5. (1) Конституцията е върховен закон и другите закони не могат да ѝ противоречат.

(2) Разпоредбите на Конституцията имат непосредствено действие.

(3) Никой не може да бъде осъден за действие или бездействие, което не е било обявено от закона за престъпление към момента на извършването му.

(4) Международните договори, ратифицирани по конституционен ред, обнародвани и влезли в сила за Република България, са част от вътрешното право на страната. Те имат предимство пред тези норми на вътрешното законодателство, които им противоречат.

(5) Всички нормативни актове се публикуват. Те влизат в сила три дни след обнародването им, освен когато в тях е определен друг срок.

Чл. 14. Семейството, майчинството и децата са под закрила на държавата и обществото.

Чл. 47. (1) Отглеждането и възпитанието на децата до пълнолетието им е право и задължение на техните родители и се подпомага от държавата.

(2) Жената майка се ползва от особенията закрила на държавата, която ѝ осигурява платен отпуск преди и след раждане, безплатна акушерска помощ, облекчаване на труда и други социални помощи.

(3) Децата, родени извън брака, имат равни права с родените в брака.

(4) Децата, останали без грижата на близките си, се намират под особенията закрила на държавата и обществото.

(5) Условията и редът за ограничаване или отнемане на родителските права се определят със закон.

## ANNEXE N° 2

**Le Code de la famille****28 mai 1985**

## СЕМЕЕН КОДЕКС

Обн., ДВ, бр. 41 от 28.05.1985 г., в сила от 1.07.1985 г., изм. и доп., бр. 11 от 7.02.1992 г., попр., бр. 15 от 21.02.1992 г., изм. и доп., бр. 63 от 15.07.2003 г., доп., бр. 84 от 23.09.2003 г.

...

## Принципи

Чл. 3. Семейните отношения се уреждат съобразно следните принципи: закрила на брака и семейството от държавата и обществото; равноправие на мъжа и жената; доброволност и трайност на брачния съюз като основа на семейството; всестранна защита на децата; равенство на родените в брака, извън брака и на осиновените деца; зачитане на личността; грижа и подкрепа между членовете на семейството.

...

## Възраст за встъпване в брак

Чл. 12. (1) Брак може да сключи лице, навършило осемнадесет години.

...

(3) Непълнолетният с встъпването в брак става дееспособен, но той може да се разпорежда с недвижим имот само с разрешение на районния съд по местоживеенето му.

...

## Произход от майката

Чл. 31. (1) Произходът от майката се определя от раждането. Това важи и когато детето е заченато с генетичен материал от друга жена.

...

Произход от бащата

Чл. 32. (1) Съпругът на майката се счита за баща на детето, родено през време на брака или преди изтичането на триста дни от неговото прекратяване.

...

Припознаване

Чл. 35. (Изм. - ДВ, бр. 63 от 2003 г.) Всеки родител може да припознае своето дете. Могат да бъдат припознати и заченати деца, както и починали деца, които са оставили низходящи.

...

Иск за установяване на произход от майката

Чл. 40. Произходът от майката може да се търси с иск, предявен от детето, от майката или от бащата. Като ответник се призовава и съпругът на майката, който би се считал за баща на детето съгласно чл. 32.

Иск за установяване на произход от бащата

Чл. 41. Произходът от бащата може да се търси с иск, предявен от детето до изтичане на три години от навършване на пълнолетието, и от майката - в тригодишен срок от раждането на детето. Когато искът е предявен от детето, призовава се и майката.

Родителски права при установяване на произход по исков ред

Чл. 42. Когато съдът уважи исковете по чл. 40 и 41, той служебно постановява мерките за упражняване на родителските права и определя личните отношения между детето и родителите, както и неговата издръжка, като се прилага съответно чл. 106.

...

## Осиновяващ

Чл. 50. Може да осиновява само дееспособно лице, което не е лишено от родителски права.

...

## Регистър на деца за пълно осиновяване

Чл. 53в. (Нов - ДВ, бр. 63 от 2003 г.) (1) Регионалните дирекции за социално подпомагане водят регистри на децата, които могат да бъдат осиновени при условията на пълно осиновяване.

...

## Вписване в регистъра

Чл. 53г. (Нов - ДВ, бр. 63 от 2003 г.) (1)...

...

(3) Извън случаите по ал. 1 дете, отглеждано в специализирана институция, което не е потърсено шест месеца след изтичането на срока, за който е настанено, може да бъде вписано в регистъра с решение на районния съд по местонахождението на специализираната институция. Ръководителят на специализираната институция уведомява писмено в тридневен срок за това съответната регионална дирекция за социално подпомагане или съответния районен прокурор.

(4) Извън случаите по ал. 1 - 3 дете, чиито родители са неизвестни, починали или лишени от родителски права, може да бъде вписано в регистъра с решение на районния съд по постоянния адрес на детето. Настойникът, съответно попечителят, уведомява писмено за това съответната регионална дирекция за социално подпомагане или съответния районен прокурор.

(5) Дете, което не е настанено в специализирана институция, в приемно семейство или при други лица, може да бъде осиновено при условията на пълно осиновяване, след като по искане на родителите бъде вписано в регистъра с решение на районния съд по постоянния адрес на детето. Молбата се подава чрез регионалната дирекция за социално подпомагане по постоянния адрес на детето. Към молбата се прилага писмено съгласие за осиновяване.

...

### Производство пред съда за вписване в регистъра

Чл. 53д. (Нов - ДВ, бр. 63 от 2003 г.) (1) Производството пред съда започва по предложение на директора на регионалната дирекция за социално подпомагане или по искане на прокурора, направени в 14-дневен срок от уведомлението, както и по молба на родителите на детето.

...

(3) В производството по ал. 1 участват прокурорът, родителите, съответно настойникът или попечителят, детето, ако е навършило 14 години, както и представител на регионалната дирекция за социално подпомагане.

(4) Решението може да бъде обжалвано от лицата по ал. 3 пред окръжния съд. Решението на окръжния съд е окончателно.

...

### Мнение за осиновяване

Чл. 55. (Изм. - ДВ, бр. 63 от 2003 г.) (1) Осиновяваният се изслушва от съда при условията и по реда на чл. 15 от Закона за закрила на детето.

(2) Мнение за осиновяването дават:

1. настойникът или попечителят;
2. родителите, ако са малолетни, поставени под ограничено запрещение или лишени от родителски права;
3. съпрузите, ако са поставени под ограничено запрещение.

...

Чл. 59. (1) (Изм. - ДВ, бр. 63 от 2003 г.) Окръжният съд разглежда молбата за осиновяване в съдебно заседание при закрити врати и се произнася с решение, след като изслуша заключението на прокурора. ...

...

### Пълно осиновяване

Чл. 61. (1) (Изм. - ДВ, бр. 63 от 2003 г.) Осиновяването е задължително пълно, когато осиновяваният е:

1. дете на неизвестни родители;
2. оставен в специализирана институция с предварително дадено съгласие от родителите за пълно осиновяване;
3. оставен в специализирана институция и не е потърсен в шестмесечен срок от датата, на която е трябвало да бъде взет.

(2) (Нова - ДВ, бр. 63 от 2003 г.) В случаите по ал. 1 между осиновения и неговите низходящи, от една страна, и осиновителя и неговите роднини - от друга, възникват права и задължения като между роднини по произход, а правата и задълженията между осиновения и неговите низходящи с роднините им по произход се прекратяват. Същите последици настъпват и когато лицата по чл. 54, ал. 1 дадат съгласие за това, без пълното осиновяване да е задължително. Пречките за сключване на брак поради родство по чл. 13, ал. 2, т. 1 и 2 не отпадат.

(3) (Изм. - ДВ, бр. 11 от 1992 г., предишна ал. 2, изм., бр. 63 от 2003 г.) Съдът постановява да се състави нов акт за раждане, в който осиновителят се вписва като родител. Актът се съставя от длъжностното лице по гражданското състояние в общината, кметството или района по постоянния адрес на осиновителя.

#### Непълно осиновяване

Чл. 62. Извън случаите по предходния член осиновяването е непълно и от него възникват права и задължения като между роднини по произход само между осиновения и неговите низходящи, от една страна, и осиновителя, от друга, а правата и задълженията между осиновения и неговите низходящи с роднините им по произход се запазват. При това осиновяване родителските права и задължения преминават върху осиновителя, а рождените родители не наследяват осиновения.

#### Глава седма

#### ОТНОШЕНИЯ МЕЖДУ РОДИТЕЛИ И ДЕЦА

#### Грижи на родителите за децата

Чл. 68. (1) Родителите са длъжни да се грижат за децата си и да ги подготвят за общественополезна дейност.

(2) Вторият баща и втората майка са длъжни да съдействуват на родителя при изпълнението на тези задължения.

### Задължения на децата към родителите

Чл. 69. (1) Децата са длъжни да уважават своите родители и да им помагат. Същото задължение имат децата към втория си баща и втората си майка.

(2) Пълнолетните деца са длъжни да се грижат за своите възрастни, нетрудоспособни или болни родители.

### Отношения между внуци и дядо и баба

Чл. 70. (1) Внуците са длъжни да уважават своите дядо и баба и да им помагат.

(2) Дядото и бабата имат право на лични отношения с ненавършилите пълнолетие внуци. Ако се пречи на поддържането на личните отношения, районният съд по местожителството на внуците по искане на дядото и бабата определя мерки за лични отношения с тях освен ако това не е в интерес на децата.

### Местоживеене на децата

Чл. 71. (1) Ненавършилите пълнолетие деца са длъжни да живеят при родителите си освен ако важни причини налагат да живеят другаде. При отклонение от това задължение по искане на родителите районният съд по местоживеенето им, след като изслуша детето, ако е навършило десет години, издава заповед за връщането му при родителите. Тази заповед може да се обжалва пред председателя на окръжния съд, но обжалването не спира изпълнението. Заповедта се изпълнява по административен ред.

(2) Когато родителите не живеят заедно и не могат да постигнат съгласие при кого от тях да живеят децата им, спорът се решава от районния съд по местопребиваването на децата, след като бъдат изслушани, ако са навършили десет години. Решението може да се обжалва по общия ред.

### Упражняване на родителските права и задължения

Чл. 72. Родителските права и задължения се упражняват от двамата родители заедно и поотделно. При разногласие между тях спорът се решава от районния съд след изслушване на родителите и ако е необходимо, на детето. Решението може да се обжалва по общия ред.

### Представителство и попечителско съдействие

Чл. 73. (1) Всеки от родителите може сам да представлява малолетните си деца и да дава съгласие за правните действия на непълнолетните си деца само в техен интерес.

(2) Отчуждаването на недвижими и движими вещи с изключение на плодовете и вещите, които подлежат на бързо разваляне, обременяването им с тежести и изобщо извършването на действия на разпореждане, които се отнасят до имущества на ненавършили пълнолетие деца, се допуска с разрешение от районния съд по местоживеенето само при нужда или очевидна тяхна полза.

(3) Дарение, отказ от права, даване на заем и обезпечаване на чужди задължения чрез залог, ипотека или поръчителство от ненавършили пълнолетие деца са нищожни. Това не се отнася за сделките на встъпилия в брак непълнолетен, за които важи само ограничението по чл. 12, ал. 3.

#### Ограничаване на родителските права

Чл. 74. (1) Когато поведението на родителя представлява опасност за личността, възпитанието, здравето или имуществото на детето, районният съд служебно или по искане на другия родител или на прокурора взема съответни мерки в интерес на детето, като при нужда го настанява в подходящо място.

(2) Такива мерки се вземат и когато родителят поради продължителна физическа или душевна болест или поради продължително отсъствие или други обективни причини не е в състояние да упражнява родителските си права.

#### Лишаване от родителски права

Чл. 75. (1) Родителят може да бъде лишен от родителски права:

1. при особено тежки случаи по предходния член;
2. когато без основателна причина трайно не полага грижи за детето и не дава издръжка;
3. (изм. - ДВ, бр. 63 от 2003 г.) когато е оставил детето за отглеждане в специализирана институция и не го е потърсил в шестмесечен срок от деня, в който е трябвало да го вземе.

(2) Производството за лишаване от родителски права се образува служебно от районния съд или по искане на другия родител или на прокурора. Делото се разглежда по исков ред с участие на съдебни заседатели.

(3) По делото задължително се изслушват прокурорът и родителят, чието лишаване от права се иска, освен ако той не се яви без уважителни причини.

#### Мерки относно личните отношения

Чл. 76. Във всички случаи на ограничаване или лишаване от родителски права съдът определя и мерките относно личните отношения между родителите и децата.

#### Промяна на мерките и възстановяване на родителските права

Чл. 77. (1) При изменение на обстоятелствата съдът може да измени мерките по чл. 74, 75 и 76.

(2) Родителят може да поиска от съда да възстанови родителските му права, ако е отпаднало основанието, поради което е бил лишен от тях.

...

#### Издръжка на деца от родители

(Загл. изм. - ДВ, бр. 11 от 1992 г.)

Чл. 82. (1) Родителите дължат издръжка на своите ненавършили пълнолетие деца независимо дали са трудоспособни и дали могат да се издържат от имуществото си.

(2) (Нова - ДВ, бр. 11 от 1992 г.) Родителите дължат издръжка и на своите навършили пълнолетие деца, ако последните не могат да се издържат от доходите си или от използване на имуществото си, когато учат редовно в средни, полувисши и висши учебни заведения за предвидения срок на обучение, до навършване на 20-годишна възраст при обучение в средно и на 25-годишна възраст при обучение в полувисше или висше учебно заведение.

(3) (Нова - ДВ, бр. 11 от 1992 г.) Издръжката по предходната алинея се дължи, ако тя не съставлява особени затруднения за родителите.

...

Чл. 91. (1) ...

(3) Лишеният от родителски права не се освобождава от задължението да издържа децата си. Лишеният от родителски права поради виновно поведение не може да иска издръжка от децата си.

...

#### Развод поради разстройство на брака

Чл. 99. (1) Всеки от съпрузите може да иска развод, когато бракът е дълбоко и непоправимо разстроен.

...

(3) Съдът не се произнася относно вината за разстройството на брака, ако съпрузите заявят това и изложат своето споразумение относно упражняването на родителските права, личните отношения и издръжката на децата, както и относно имуществените отношения, ползуването на семейното жилище, издръжката между тях и фамилното име.

...

#### Споразумение на съпрузите при развод по взаимно съгласие

Чл. 101. (1) При развод по взаимно съгласие съпрузите трябва да изложат своето споразумение относно упражняването на родителските права, личните отношения и издръжката на децата, както и относно имуществените отношения, ползуването на семейното жилище, издръжката между съпрузите и фамилното име. Споразумението се утвърждава от съда, след като той провери дали са защитени интересите на децата.

(2) Ако споразумението е непълно или интересите на децата не са добре защитени, съдът дава срок за изправяне на недостатъците на споразумението. Когато в дадения срок недостатъците не бъдат отстранени, съдът отхвърля искането за развод.

(3) Искове относно упражняването на родителските права и издръжката на децата след прекратяване на брака по взаимно съгласие се допускат при изменение на обстоятелствата.

...

#### Родителски права след развода

Чл. 106. (1) При допускането на развода съдът служебно постановява на кого от съпрузите се предоставя упражняването на родителските права, определя мерките

относно упражняването на тези права и относно личните отношения между децата и родителите и издръжката на децата.

(2) Съдът предоставя упражняването на родителските права, след като прецени всички обстоятелства с оглед интересите на децата. Тези права не могат да бъдат предоставени на виновния за развода съпруг, ако това ще се отрази отрицателно на отглеждането и възпитанието на децата.

(3) Съдът изслушва родителите и децата, ако са навършили четиринадесет години. Ако е уместно, той изслушва и децата, навършили десет години, както и близки на семейството.

(4) (Изм. - ДВ, бр. 63 от 2003 г.) По изключение, ако интересите на децата налагат, съдът може да постанови те да живеят при дядо, баба, други роднини или близки, с тяхно съгласие, в приемно семейство или в специализирана институция.

(5) Ако обстоятелствата се изменят, съдът по молба на единия от родителите или служебно може да измени постановените по-рано мерки и да определи нови.

...

#### Условия за учредяване

Чл. 109. (1) (Доп. - ДВ, бр. 63 от 2003 г.) Настойничество се учредява над малолетни (деца, ненавършили четиринадесет години), чиито родители са неизвестни, починали, поставени под пълно запрещение или лишени от родителски права. Настойничество се учредява и над лица, поставени под пълно запрещение.

(2) (Доп. - ДВ, бр. 63 от 2003 г.) Попечителство се учредява над непълнолетни (деца от четиринадесет до осемнадесет години), родителите на които са неизвестни, починали, поставени под пълно запрещение или лишени от родителски права, а също и над лица, поставени под ограничено запрещение.

(3) (Изм. - ДВ, бр. 11 от 1992 г.) Длъжностни лица, обществени организации и граждани, на които стане известно, че е необходимо учредяване на настойничество или на попечителство над някое лице, са длъжни незабавно да уведомят общината по местожителството или местопребиваването на лицето.

...

#### Орган по настойничество и по попечителство

Чл. 110. (Изм. - ДВ, бр. 11 от 1992 г.) Орган по настойничество и по попечителство е кметът на общината или определено от него длъжностно лице.

### Настойнически съвет

Чл. 111. (1) Органът по настойничество и по попечителство по местожителството на лицето назначава настойник, заместник-настойник и двама съветници измежду роднините и близките на малолетния или поставения под пълно запрещение, които най-добре ще се грижат за неговите интереси. Те образуват настойнически съвет.

(2) При възможност в състава на настойническия съвет се включват и лица с педагогическа подготовка.

### Назначаване на попечител

Чл. 112. Органът по настойничество и по попечителство назначава попечител и заместник-попечител измежду роднините и близките на непълнолетния или поставения под ограничено запрещение, които най-добре ще се грижат за неговите интереси.

...

### Обжалване на действията

Чл. 115. Действията на органа по настойничество и по попечителство, както и отказът да се учреди настойничество или попечителство или да се вземат други мерки, предвидени в този кодекс, могат да се обжалват от заинтересуваните лица или от прокурора пред районния съд, който решава въпроса по същество. Решението на районния съд не подлежи на обжалване.

...

Лица, които не могат да бъдат членове на настойническия съвет или попечители

Чл. 116. Не могат да бъдат членове на настойнически съвет, попечители и заместник-попечители недееспособните, лишените от родителски права ....

...

## ANNEXE N° 3

**Loi relative à la protection de l'enfant****13 juin 2000**

## ЗАКОН за закрила на детето

Обн., ДВ, бр. 48 от 13.06.2000 г., изм., бр. 75 от 2.08.2002 г., в сила от 2.08.2002 г., бр. 120 от 29.12.2002 г., в сила от 1.01.2003 г., изм. и доп., бр. 36 от 18.04.2003 г., в сила от 18.04.2003 г., бр. 63 от 15.07.2003 г.

...

## Предмет на закона

Чл. 1. (1) (Предишен текст на чл. 1 - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) Този закон урежда правата, принципите и мерките за закрила на детето, органите на държавата и общините и тяхното взаимодействие при осъществяване на дейностите по закрила на детето, както и участието на юридически лица с нестопанска цел и физически лица в такива дейности.

(2) (Нова - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) Държавата защитава и гарантира основните права на детето във всички сфери на обществения живот за всички групи деца съобразно възрастта, социалния статус, физическото, здравословно и психическо състояние, като осигурява на всички подходяща икономическа, социална и културна среда, образование, свобода на възгледите и сигурност.

(3) (Нова - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) Държавната политика за закрила на детето се определя от Министерския съвет...

...

## Мерки за закрила

Чл. 4. (Изм. - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) (1) Закрилата на детето по този закон се осъществява чрез:

1. съдействие, подпомагане и услуги в семейна среда;
2. настаняване в семейство на роднини или близки;
3. (отм. - ДВ, бр. 63 от 2003 г.).
4. настаняване в приемно семейство;
5. настаняване в специализирана институция;
6. полицейска закрила;
7. специализирана закрила на обществени места;
8. информирание за правата и задълженията на децата и родителите;
9. осигуряване на превантивни мерки за сигурност и защита на детето;
10. осигуряване на правна помощ от държавата;
11. специални грижи за децата с физически и психически увреждания.

...

#### Задължение за съдействие

Чл. 7. (1) (Доп. - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) Лице, на което стане известно, че дете се нуждае от закрила, е длъжно незабавно да уведоми дирекция "Социално подпомагане", Държавната агенция за закрила на детето и Министерството на вътрешните работи.

(2) Същото задължение има и всяко лице, на което това е станало известно във връзка с упражняваната от него професия или дейност, дори и ако то е обвързано с професионална тайна.

...

#### Права и задължения на родителите

Чл. 8. (1) Всеки родител може да иска и да получава съдействие от органите по този закон.

(2) Родителят има право да бъде информиран и консултиран за всички мерки и действия, предприемани по този закон, с изключение на случаите по чл. 13. Той може да поиска промяна на мерките при изменение на обстоятелствата.

(3) (Нова - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) Родителите са длъжни да придружават децата си или да осигурят пълнолетно дееспособно лице за придружител на децата си до 14-годишна възраст на обществени места след 22,00 ч.

...

#### Участие на юридически лица с нестопанска цел

Чл. 9. (1) Юридически лица с нестопанска цел, както и отделни физически лица, участват в дейностите по закрила на детето при условия и по ред, предвидени в закон.

(2) Лицата по ал. 1 и органите на държавата и общините си сътрудничат в дейностите по закрила на детето.

...

#### Глава втора

#### ПРАВА НА ДЕТЕТО

#### Право на закрила

Чл. 10. (1) Всяко дете има право на закрила за нормалното му физическо, умствено, нравствено и социално развитие и на защита на неговите права и интереси.

(2) (Доп. - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) Не се допускат никакви ограничения на правата или привилегии, основани на раса, народност, етническа принадлежност, пол, произход, имуществено състояние, религия, образование и убеждения или наличие на увреждане.

#### Закрила срещу насилие

Чл. 11. (1) Всяко дете има право на закрила срещу въвличане в дейности, неблагоприятни за неговото физическо, психическо, нравствено и образователно развитие.

(2) Всяко дете има право на закрила срещу нарушаващите неговото достойнство методи на възпитание, физическо, психическо или друго насилие и форми на въздействие, противоречащи на неговите интереси.

(3) Всяко дете има право на закрила срещу използване за просия, проституция, разпространяване на порнографски материали и получаване на неправомерни материални доходи, както и срещу сексуално насилие.

(4) Всяко дете има право на закрила срещу въвличане в политически, религиозни и синдикални дейности.

#### Право на изразяване

Чл. 12. Всяко дете има право свободно да изразява мнение по всички въпроси от негов интерес. То може да търси съдействие от органите и лицата, на които е възложена закрилата му по този закон.

#### Информирание и консултиране

Чл. 13. Всяко дете има право да бъде информирано и консултирано от органа за закрила на детето и без знанието на родителите му или на лицата, които полагат грижи за отглеждането и възпитанието му, ако това е необходимо с оглед защита по най-добър начин на неговите интереси и уведомяването им би засегнало тези интереси.

#### Защита на религиозни убеждения

Чл. 14. (1) Отношението на деца до 14 години към религията се определя от техните родители или настойници, а на деца от 14 до 18 години - по съгласие между тях и родителите или попечителите им.

(2) Когато такова съгласие не се постигне, детето може да се обърне за решаване на спора чрез органите по този закон към районния съд.

#### Участие в процедури

Чл. 15. (1) Във всяко административно или съдебно производство, по което се засягат права или интереси на дете, то задължително се изслушва, ако е навършило 10-годишна възраст, освен ако това би навредило на неговите интереси.

(2) Когато детето не е навършило 10-годишна възраст, то може да бъде изслушано в зависимост от степента на неговото развитие. Решението за изслушване се мотивира.

...

(4) (Изм. - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) Във всички случаи изслушването и консултирането на детето се извършват в подходяща обстановка и в присъствието на социален работник от дирекция "Социално подпомагане" по настоящия адрес на детето, а при необходимост - и в присъствието на друг подходящ специалист.

...

(7) (Предишна ал. 6 - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) Дирекция "Социално подпомагане" може да представлява детето в случаите, предвидени в закон.

(8) (Предишна ал. 7 - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) Детето има право на правна помощ и жалба във всички производства, засягащи негови права или интереси.

...

#### Тайна на информацията

Чл. 16. (1) Всички сведения, получени в административни или съдебни производства, засягащи детето, не могат да бъдат разгласявани без съгласието на родителите, а ако детето е навършило 10-годишна възраст - и без негово съгласие.

...

#### ОРГАНИ ЗА ЗАКРИЛА НА ДЕТЕТО

##### Председател на Държавната агенция за закрила на детето

Чл. 17. (Изм. - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) (1) Специализиран орган на Министерския съвет за ръководство, координиране и контрол в областта на закрилата на детето е председателят на Държавната агенция за закрила на детето.

...

##### Национален съвет за закрила на детето

Чл. 18. (1) (Изм. - ДВ, бр. 75 от 2002 г., бр. 36 от 2003 г.) Към Държавната агенция за закрила на детето се създава Национален съвет за закрила на детето с консултативни функции, в които участват ...

...

Дирекция "Социално подпомагане"

Чл. 20. (1) (Изм. - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) Специализиран орган за провеждане на политиката за закрила на детето в общината е дирекция "Социално подпомагане", в която се създава отдел за закрила на детето.

(2) (Изм. - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) Дирекция "Социално подпомагане" работи в сътрудничество с държавни органи и юридически лица с нестопанска цел, които имат за предмет на дейност закрилата на детето.

#### Комисия за закрила на детето

Чл. 20а. (Нов - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) (1) Към дирекцията "Социално подпомагане" се създава Комисия за закрила на детето с консултативни функции, в която участват ...

...

#### Функции на дирекция "Социално подпомагане"

Чл. 21. (Изм. - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) (1) По този закон дирекция "Социално подпомагане":

...

14. предявява иски за лишаване или ограничаване на родителски права в интерес на детето или встъпва като страна във вече заведени производства;

...

#### Сътрудничество с органа по настойничество и попечителство

Чл. 22. Дирекция "Социално подпомагане" работи в сътрудничество с органа по настойничество и попечителство.

...

#### Настаняване извън семейството

Чл. 26. (1) (Доп. - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) Настаняването на дете в семейство на роднини или близки, както и настаняването на дете за отглеждане в приемно семейство или специализирана институция се извършва от съда. До произнасяне на съда дирекция "Социално подпомагане" по настоящия адрес на детето извършва временно настаняване по административен ред.

(2) Искането за мерките по ал. 1 пред съда се прави от дирекция "Социално подпомагане", прокурора или родителя пред районния съд по седалището на дирекция "Социално подпомагане".

...

Временно настаняване по административен ред

Чл. 27. ...

(3) В случаите на настаняване в приемно семейство настаняването се извършва след проверка относно годността на лицата, кандидатстващи за приемно семейство. Настаняването се извършва след сключване на договор с приемното семейство, с който се определя срокът за настаняването, финансирането, правата и задълженията по договора във връзка с отглеждането и възпитанието на детето.

...

Настаняване по съдебен ред

Чл. 28. (1) (Доп. - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) Исканията за налагане на мерките по чл. 26, ал. 1 са подсъдни на районния съд по седалището на дирекция "Социално подпомагане", извършила временното настаняване по административен ред.

...

(4) Решението подлежи на обжалване пред окръжния съд в седемдневен срок. В случай на подадена жалба или протест съдът насрочва делото в срок не по-дълъг от седем дни. Окръжният съд се произнася с решение, което е окончателно.

...

Приемно семейство

Чл. 31. (1) Приемно семейство са двама съпрузи или отделно лице, при което се настанява дете за отглеждане и възпитание съгласно договор по чл. 27.

(2) Съпрузите или лицето от приемното семейство не са носители на родителските права и задължения.

...

### Полицейска закрила

Чл. 37. (1) Предоставянето на полицейска закрила на дете се осъществява от специализираните органи на Министерството на вътрешните работи.

(2) Органите по ал. 1 работят в сътрудничество с органите по закрила на детето.

### Основания

Чл. 38. Полицейската закрила е спешна мярка, която се взема, когато:

1. детето е обект на престъпления или има непосредствена опасност за живота или здравето му, както и когато има опасност то да се окаже въввлечено в престъпление;

2. детето е изгубено или е в безпомощно състояние;

3. детето е останало без надзор.

...

### Специализирана закрила на деца на обществени места

Чл. 43а. (Нов - ДВ, бр. 36 от 2003 г.) (1) Специализирана закрила на обществени места е създаването на условия, които не застрашават физическото, психическото и нравственото развитие на децата.

...

### Лицензия

Чл. 43б. (1) Председателят на Държавната агенция за закрила на детето издава лицензия за предоставяне на социални услуги за деца по предложение на комисия ...

## ANNEXE N° 4

## AVIS DE LA COUR SUPREME

## N° 1 du 12.XI.1974

Постановление № 1 от 12.XI.1974 г. по гр. д. № 3/74 г., Пленум на ВС\*

Относно обобщаване на съдебната практика по предоставяне упражняването на родителските права и определяне личните отношения между децата и родителите при развод.

чл. 29 СК (отм.), чл. 59,

чл. 60, чл. 61,

чл. 63,

чл. 66, чл. 68,

чл. 71, чл. 74,

чл. 106, чл. 109 СК

## I

1. Обръща внимание на съдилищата да подобрят дейността си по предоставяне упражняването на родителските права на единия от съпрузите с решението за допускане на развода и по-късно - при изменяване на постановените мерки, като изясняват делото от фактическа страна чрез: - изслушване на родителите и основанията им да се предоставят децата на един от тях; - събиране на достатъчно доказателства за действителните отношения на съпрузите по повод децата и отношенията родители-деца; - изслушване на близки и децата, ако това е уместно.

2. Изслушването на родителите е задължително при всеки брачен процес, както и при процеса за изменяване на мерките по чл. 29, ал. 2 СК. То следва да стане още в първото по делото заседание след изтичане на помирителния срок.

3. Съдът определя родителя, който еднолично ще упражнява родителските права в бъдеще, като държи сметка за интересите на децата. Под "интереси на децата" по смисъла на чл. 29, ал. 1 СК\*(14) се разбират всестранните интереси на децата по тяхното отглеждане и - възпитание създаване на трудови навици и дисциплина, подготовка за общественополезен труд и изобщо изграждането на всяко дете като съзнателен гражданин.

4. Когато обстоятелствата налагат, съдът е длъжен да постанови изслушването на близки и на децата. Неспазване на задължението за изслушване на родителите, а когато това се налага от обстоятелствата - и на близките и децата съставлява основание за отменяване на решението по чл. 207, б. "б" ГПК. Изслушването във втората инстанция е недопустимо, освен когато делото се разглежда от нея по същество - чл. 210 ГПК\*(15). Мнението на близките и желанието на децата не са задължителни за съда. Те се обсъждат наред с останалите обстоятелства.

## II

Решението за предоставяне упражнението на родителските права спрямо децата на единия родител следва да се основава на интересите на децата, преценени с оглед и на следните обстоятелства: - родителски качества; - полагане грижи и умения за възпитание; - подпомагане подготовката за придобиване знания, трудови навици и др.; - морални качества на родителя; - социално обкръжение и битови условия; - възраст и пол на децата; - привързаност между деца и родители и между децата; - помощ на трети лица и др. Вината за дълбокото разстройване на брака поначало е без правно значение за предоставяне упражняването на родителските права и мерките по чл. 29 СК\*(4). Когато обаче поведението, от което е направен извод за вината, се е отразило върху правилното отглеждане и възпитание на децата, то може да се включи в обстоятелствата които са от значение за мерките. Ако такова поведение имат и двамата родители, съдът е длъжен да настани децата при трето лице или в съответно заведение. При невъзможност на единия родител да упражнява родителските права и когато поведението на другия изключва предоставянето на упражняването на родителските права на него, в интерес на децата е да живеят при трето лице или в съответно заведение.

## III

С предоставяне упражнението на родителските права на единия родител всички деца следва да живеят при този родител. Отделното живеене на децата е допустимо само когато важни причини налагат това. Съдебна спогодба между родителите за разделяне на децата е недопустима - съдът решава въпроса за разделно живеене на децата, ако интересите им налагат това. Съдът обсъжда общите предложения на родителите заедно с другите обстоятелства, като се ръководи от всестранната защита на интересите на децата.

## IV

1. С решението по упражняването на родителските права съдът е длъжен, като изхожда от обстоятелствата на конкретния случай, които са от значение за интересите на децата, да определи подходящи лични отношения между децата и родителите.

2. Свиждането и вземането на детето са неразделни части от поддържането на лични отношения. Начинът и формата на поддържане на лични отношения могат да бъдат най-разнообразни.

3. Поддържането на личните отношения между детето и родителя, на когото не е предоставено упражняването на родителските права, по начало трябва да става в неговото местожителство или местопребиваване в зависимост от това, къде живее родителят, който упражнява родителските права.

## V

Основание за иск или за служебно производство по чл. 29, ал. 2 СК\*(11) са изменилите се обстоятелства, които съществено засягат интересите на детето. По смисъла на чл. 29, ал. 2 СК под "изменение на обстоятелствата" се разбират както новите обстоятелства, които влошават положението на детето при родителя, при когото то е оставено за отглеждане и възпитание, така и обстоятелствата, с които би се подобрило положението му при ново разрешение. Във всички случаи съдът е длъжен да обсъжда дали обстоятелствата се отразяват на положението на детето и на ефикасността на по-рано взетите мерки. Съзнателното задържане на детето след влизане в сила на решението по чл. 29, ал. 1 или ал. 2 СК и създаване на пречки за изпълнението не съставлява основание за нови мерки в полза на виновния за това положение родител.

## VI

1. Съгласно чл. 29, ал. 1 СК съдът във всички случаи, когато допуска развод, действа служебно и произнася решение относно упражняването на родителските права спрямо децата.

2. Производството по чл. 29, ал. 2 СК може да започне по иск на някой от родителите, от прокурора или служебно, по инициатива на съда.

3. Служебното производство по чл. 29, ал. 2 СК започва с определение, в което се излагат сигналите, даващи основание да се променят мерките. Това определение се съобщава на двамата родители.

○○○○○○○

\*(1) Постановлението е прието при действието на Семейния кодекс от 1968 г. (отм. със Семейния кодекс от 1985 г., ДВ., бр. 41 от 1985 г.)

## ANNEXE N° 5

## AVIS DE LA COUR SUPREME

## N° 4 du 6.12.1962

Постановление № 4 от 6.XII.1962 г., Пленум на ВС

За изпълнение на решенията на съдилищата относно родителските права върху децата.

чл. 54 ЗЛС, чл. 87 ЗЛС,

чл. 91 ЗЛС, чл. 92 ЗЛС и

чл. 93 ЗЛС \*(1), чл. 72 - 75 СК

1. Изпълнението на решенията на съдилищата относно упражняването на родителските права на малолетните и непълнолетните деца се извършва от съдебните изпълнители при народните съдилища\*(4) по местожителството или местопребиваването на детето чрез фактическо предаване на същото, а не по реда на чл. 421 и 422 ГПК.

2. При нужда и съобразно с конкретния случай да се търси съдействието на органа по настойничеството и на местните обществени организации и детските педагогически стаи.

3. Изпълнението да се извършва след въздействие и убеждението върху родителите и децата, след предварителна психическа подготовка, като се подхожда според обстановката на конкретния случай и при съобразяване с възрастта, привързаността и състоянието на детето, като не се допуска да се стигне до психически сътресения.

4. До съдействието на органите на милицията да се прибегва само когато средствата на убеждението и въздействието се окажат безрезултатни и когато явно интересите на децата налагат незабавно изпълнение, и то след като се вземе мнението на органа по настойничеството и съответната обществена организация.

5. Съдебните изпълнители да напомнят на родителите, че ако някой от тях пречи за осъществяване на постановените от съдилищата мерки за поддържане на личните отношения между децата и другия родител, това може да бъде основание да се изменят мерките относно упражняването на родителските права съгласно чл. 54, ал. 3 ЗЛС\*(2).

6. В изключителни случаи, когато при изпълнението се констатира, че условията явно са се изменили значително поради забавяне да се приведе решението в изпълнение или поради друга причина и изпълнението е нецелесъобразно, съдебният изпълнител може да отложи изпълнението и да направи сигнал пред съответния съд за евентуално изменение на първоначалното решение.

7. Този, който пречи на изпълнението на решението относно упражняването на родителските права, може да бъде подведен под наказателна отговорност по чл. 206 НК\*(3).

oooooooooooooooooooooooooooo

Съгласно чл. 54 ЗЛС\*(1) в случай на развод, когато от брака има деца, съдът постановява на кого от съпрузите се предоставят родителските права върху малолетните и непълнолетните деца и определя мерките относно упражняването на тия права и личните отношения между децата и родителите. Решенията относно родителските права съдилищата постановяват и на основание чл. 87, 91, 92 и 93 ЗЛС\*(1).

Законът не съдържа изрични разпоредби за начина на изпълнение на тези решения, нито посочва кой държавен орган е овластен и длъжен да приведе в изпълнение решението.

Липсата на изрични разпореждания, уреждащи изпълнението на тези решения, и особеният характер на изпълняемото решение са породили разнообразна практика на съдебните изпълнители: някои от тях осъществяват изпълнението на решенията посредством фактическо предаване на детето, а други - чрез налагане на глоба на родителя, който възпрепятства изпълнението (чл. 421 и 422 ГПК).

Тези въпроси не са разрешени и в постановление № 1/57 г. на Пленума на Върховния съд за обобщаване на практиката по брачните дела.

С окръжно № 5024 от 28.VI.1956 г. Министерството на правосъдието е разпоредило съдилищата да издават изпълнителни листове, които да се привеждат в изпълнение от съдебните изпълнители по реда на чл. 421 и 422 ГПК, но различията в практиката на съдебните изпълнители продължават.

Налага се издаване на постановление от Пленума на Върховния съд, с което да се дадат указания за начина на изпълнение на решенията относно родителските права върху децата.

Когато съдилищата разрешават въпроса за упражняване на родителските права, те се ръководят изключително от интересите на децата. Последните се оставят при онзи родител, който може да осигури по-добро възпитание и по-добри битови условия, като се взема предвид и моралът на родителите. Законът допуска настаняване на децата и в обществено заведение. Малолетното или непълнолетно дете трябва да бъде отстранено от лошата обстановка, в която се намира (нехигиенично жилище, липса на грижи за него, порочен живот на родителя и др.), или да бъде поставено при по-добри условия.

Ако се приеме становището, че решенията на съдилищата не могат да бъдат изпълнявани пряко, чрез фактическо предаване, в много случаи те не ще могат да се осъществят своевременно и детето ще продължава да живее при неблагоприятни за неговото развитие условия.

Това очевидно не е оправдано от правно-политическо и социално гледище. Необходимо е решенията да се изпълняват без забавяне и децата да бъдат предадени на родителя или лицето, определено от съда, където ще бъдат по-добре гледани и по-добре възпитавани. Изпълнението на решенията по реда на чл. 421 и 422 ГПК не всякога е резултатно и не осъществява целта на закона и на обществените изисквания на децата да се обезпечи най-благоприятна обстановка за отглеждане и възпитание. В много случаи изпълнението на решенията се забавя и интересите на децата страдат.

По тези съображения следва да се приеме становището, че решенията на съдилищата трябва да бъдат изпълнявани чрез фактическото предаване на детето, за да се обезпечи упражняването на родителските права от онзи родител, на когото съдът ги е предоставил.

Според разпоредбите на Гражданския процесуален кодекс решенията на съдилищата се изпълняват от съдебните изпълнители. Решенията на съдилищата относно родителските права също трябва да се изпълняват от съдебните изпълнители, толкова повече като се има предвид, че техните действия се намират под контрола на съда. Решенията следва да се изпълняват от онзи съдебен изпълнител, в района на който е местожителството, респективно местопребиваването, на детето.

Изпълнението трябва да се извършва много внимателно, като при нужда се търси и съдействието на местните обществени организации и органа по настойничеството при съответния народен съвет. Не трябва да се допуска насилие върху детето. Съдебният изпълнител следва да подхожда конкретно, вземайки под съображение възрастта на детето, привързаността му към родителите, здравословното и

психическото му състояние и др. Необходимо е детето да бъде предварително подготвено за промяната в обстановката, като се въздейства на родителите да съдействат за изпълнение на решението на съда. Трябва да се използват всички средства на обществено въздействие и убеждение, но ако този начин на действие не даде резултат и интересите на детето налагат незабавното изпълнение на решението, то в такъв случай да се прибегва до съдействието на органите на милицията. Съдебните изпълнители трябва винаги да предупреждават родителите, че ако някой от тях пречи за осъществяване на постановените от съда мерки за поддържане на лични отношения между детето и другия родител, на когото не са предоставени родителските права, това може да бъде основание съгласно чл. 54, ал. 3 ЗЛС\*(2) съдът да измени решението си относно родителските права.

Когато от постановяване на решението до неговото изпълнение е минало много време, вследствие на което условията явно са се изменили значително по смисъла на чл. 54, ал. 3 ЗЛС\*(2) и изпълнението е нецелесъобразно, по изключение съдебният изпълнител може да отложи изпълнението и да направи сигнал до съответния съд за евентуално изменение на първоначалното решение.

При постановяване на решенията относно упражняването на родителските права, както вече се отбеляза, съдът се ръководи изключително от интересите на децата. Поради това правно-политически и социални съображения налагат бързото изпълнение на тези решения.

Когато органът, който привежда в изпълнение такова решение, е възпрепятстван да го изпълни, този, който му пречи било като укрива детето, или по друг начин затруднява изпълнението или го прави невъзможно, извършва общественоопасна дейност, която може да бъде санкционирана по чл. 206 НК\*(3).

xxxxxxxxxxxx

\*(1) Срв. съответно чл. 106, 72 - 75 СК от 1985 г.

\*(2) Срв. чл. 106, ал. 5 СК от 1985 г.

\*(3) Срв. чл. 270 НК от 1968 г.

\*(4) Сега районните съдилища.

## ANNEXE N° 6

## AVIS DE LA COUR SUPREME ADMINISTRATIVE

## N° 2159 du 10.03.2003

Решение № 2159 от 10.03.2003 г. на ВАС по адм. д. № 8366/2002 г., V о.,

чл. 10, ал. 1, чл. 21, т. 3 ЗЗД,

чл. 71, ал. 2 СК

oooooooooooooooooooooooooooo

...

С обжалваното решение СГС е отхвърлил жалбата на Любомир Цветанов Терзиев против предписание изх. № 197/9.03.2001 г., издадено от ръководителя на Пета столична общинска служба за социално подпомагане, на основание чл. 21, т. 3 от Закона за закрила на детето (ЗЗД). С обжалваното предписание е разпоредено малолетното дете Кристиян Любомиров Терзиев - роден на 18.05.1995 г. да бъде вземан от ОДЗ - 37 от баща си Любомир Цветанов Терзиев само в присъствието на майката Майа Василева Ташева, до постановяване и влизане в сила на съдебно решение. Установено е от фактическа страна по делото, че родителите на малолетното дете Кристиян - Любомир Цветанов Терзиев и Майа Василева Ташева нямат сключен граждански брак и детето е припознато от бащата. От 25.05.1995 г. до 1.10.2002 г. двамата родители и детето са живеели в едно жилище, след което майката заедно с малолетния Кристиян се пренася в друго жилище. След посочената дата между двамата родители възниква конфликт за това кой, кога и при какви обстоятелства следва да полага грижи за детето и да го взема от детската градина, която посещава - ОДЗ № 37 в София. Съгласно приложените към административната преписка молби и жалби на майката, тя твърди, че бащата взема детето от детската градина без нейно знание, пътува с него в провинцията за по няколко дни, като не я уведомява за това. Във връзка с тези нейни твърдения е образувано производство пред административния орган по Молба № ЗЗД-06/12.02.2000 г. Представено е решение по гр. д. № 3188/1999 на Софийския районен съд, с което е отхвърлен предявения от Майа Василева Ташева иск с правно основание чл. 71, ал. 2 от СК, за упражняване на родителските права върху

детето Кристиян Любомиров Терзиев. Няма данни дали това решение е обжалвано и влязло ли е в законна сила, поради което следва да се приеме, че гражданскоправния спор по него е висящ.

При тези доказателства по делото, СГС е изложил мотиви за допустимост на жалбата срещу постановеното предписание, като е приел, че въпреки липсата на изрична уредба в ЗЗД за обжалване на предписанията, издавани по реда на чл. 21, т. 3 от ЗЗД, същите не са изрично изключени от съдебен контрол в закон и съгласно разпоредбата на чл. 120, ал. 2 от Конституцията на РБългария, след като с административния акт се засягат права или законни интереси на граждани, те могат да бъдат обжалвани по съдебен ред. Прието е също така, че обжалваното предписание е издадено от компетентен орган, в предвидената от закона форма, при спазване на процесуалноправните и материалноправни норми и в съответствие с целта на закона. Обосновани са изводи, че са налице основанията по чл. 21, т. 3 от ЗЗД, тъй като се касае за взета ограничителна мярка с временен характер, с която не се изземват функциите на съда, като е постановено предписание, което следва да бъде изпълнявано до вземане на решение от съда за упражняване на родителските права върху детето на единия от двамата родители.

Настоящата инстанция споделя изводите на СГС, че издаденото предписание представлява индивидуален административен акт, който подлежи на съдебен контрол, тъй като с него се засягат права и законни интереси на двамата родители на детето. Този акт е издаден и от компетентен орган, в кръга на правомощията му - съгласно изискванията на чл. 20, ал. 1 от ЗЗД, който предвижда като специализиран орган за провеждане на политиката за закрила на детето в общината дирекция "Социално подпомагане", към която се обособява отдел за закрила на детето. Същата разпоредба съществува и в чл. 5, ал. 6 от Закона за социално подпомагане, съгласно който текст "в дирекциите "Социално подпомагане" се създават отдели "Закрила на детето". Правилникът за прилагане на Закона за социалното подпомагане в разпоредбата на чл. 4, ал. 1 определя като специализиран орган за извършване на дейности в областта на социалното подпомагане в общините общинските служби за социално подпомагане, а в ал. 2 се указва, че общински служби за социално подпомагане се създават във всички общини на страната.

Не могат обаче да бъдат споделени правните изводи за наличието на материалноправните предпоставки за издаване на обжалваното предписание и за съответствието му с целта на закона. Като правно основание в него е посочена разпоредбата на чл. 21, т. 3 от ЗЗД, а като фактически основания за издаването му са посочени: "фактичката обстановка (детето да живее при единия или другия родител) не е благоприятна за съхраняването на психическото здраве на Кристиян и нормалното му пълноценно развитие". С оглед на защитата на интересите и правата на

малолетното дете и предвид нуждата му от общуване с бащата е издадено обжалваното предписание детето да бъде вземано от детската градина от бащата в присъствието на майката.

В разпоредбата на чл. 10, ал. 1 от ЗЗД е прогласено правото на всяко дете на закрила за нормалното му физическо, умствено, нравствено и социално развитие и на защита на неговите права и интереси. Безспорно е установено от данните по административната преписка, че поведението на двамата родители на малолетното дете Кристиян създава опасност от увреждането на неговото физическо, психическо, нравствено, интелектуално и социално развитие и то представлява "дете в риск" по смисъла на § 1, т. 5, б. "в" от Допълнителната разпоредба на ЗЗД. С даденото предписание детето да бъде вземано от детската градина от бащата само в присъствието на майката не се постига целта на закона да бъдат защитени интересите на детето и неговото психическо и физическо здраве. С това предписание по същество е създадена само възможност за уреждане на конфликтните отношения между родителите, която цел също би могла да не се постигне, тъй като само присъствието, а не и съгласието на майката, бащата да вземе детето от детската градина, не е достатъчно да бъде решен съществуващият конфликт, т. е. дори и да присъства, майката не би могла да ограничи правото на бащата да вземе детето. При нейно несъгласие единственият резултат ще бъде отново спор и травмиране както на детето Кристиян, така и на останалите деца в детското заведение. Поради това настоящият състав намира, че издаденото предписание не съответствува на целта на закона и на посочената в него материалноправна разпоредба.

Предвид на изложените съображения, обаче е безспорен фактът, че следва да бъдат взети мерки за закрила на детето и такива са предвидени в Глава четвърта - Мерки за закрила в семейна среда, които изчерпателно са изброени в чл. 23, т. 1 до 10. Дирекцията за социално подпомагане би могла да предприеме мерки, свързани с осигуряване на педагогическа, психологическа и правна помощ на родителите по проблеми, свързани с отглеждането и възпитанието на детето - т. 1 на чл. 23 от ЗЗД, или да бъде проведена социална работа за улесняване на връзките между детето и родителите и справяне с конфликти и кризи в отношенията - т. 6 на чл. 23 от ЗЗД. Очевидно двамата родители са в състояние на конфликт, който влияе отрицателно върху физическото и психическо състояние на детето и този конфликт следва да бъде премахнат чрез съответните предвидени в закона мерки и чрез използване на специализирана помощ. В случай, че двамата родители не изпълнят така предприетите мерки или не желаят да сторят това и административният орган прецени, че са изчерпани възможностите за оставането на детето в семейна среда, то би могло да се пристъпи към настаняването му в специализирани институции с цел защита на висшите интереси на детето, а не обект за закрила да бъдат желанията или интересите на

родителите, когато техните действия застрашават нормалното физическо и психическо развитие на детето.

Настоящата инстанция не споделя направените доводи в касационната жалба, че са нарушени разпоредбите на чл. 6, ал. 1 от ГПК. В случая не са иззети функциите на гражданския съд, а са предприети мерки по специален закон, даващ закрила на детето. И предвид липсата на законова уредба как да бъдат решени въпросите за упражняването на родителските права от родители, които не са в брак, при спор за това (каквато е разпоредбата на чл. 261 от ГПК - за привременни мерки в случаи на предявен иск за развод или за унищожаване на брак) не съществува законова пречка да бъдат взети мерки по глава четвърта от ЗЗД.

Предвид на изложеното, обжалваното решение следва да бъде отменено и вместо него настоящият състав да постанови друго, с което да отмени Предписание № 197/9.03.2001 г. на Пета СОССП и върне преписката за ново произнасяне от административния орган, съобразно дадените указания в мотивите на решението.

**AVIS DE LA COUR SUPRÊME****N° 91 du 2.IX.1954**

Тълкувателно решение № 91 от 2.IX.1954 г., ОСГК

чл. 323 ГПК \*(1), чл. 339 ГПК и чл. 340 ГПК \*(2)

Съдебният изпълнител може да налага запор върху получаваната от длъжника по задължението за издръжка стипендия.

oooooooooooooooooooooooooooo

Министърът на правосъдието на основание чл. 17 ЗУС е сезирал Върховния съд, Общо събрание на гражданската колегия, да издаде тълкувателно решение по следния въпрос: може ли за дълг на стипендианта и в частност за задължение за издръжка да се налага запор върху получаваната от него стипендия.

Върховният съд, ОСГК, за да се произнесе по поставения въпрос, взе предвид следното:

1. Задължението за издръжка се основава на чл. 111, 112, 113 и 114 ЗЛС\*(3) и на правилата на морала. Издръжката се дължи както от родителите на непълнолетните деца, така също и между съпрузи, възходящи и низходящи, когато някой от тях е нетрудоспособен и не може да се издържа от своите имоти. Такава не се дължи само при случаите, изрично посочени в закона - чл. 92, ал. 2\*(4), чл. 116\*(5) и 117 ЗЛС\*(6). Родителите обаче не могат в никой случай да се освободят от задължението да дават издръжка на непълнолетните си деца.

Те не могат да отказват издръжката под предлог, че нямат възможност да сторят това, поради това че нямат доходи, че са без работа или че са учащи се, освен ако тази тяхна абсолютна невъзможност се дължи на пълна неработоспособност или на законни пречки. Постоянното и неизменно становище на Върховния съд е, че материалното затруднение на родителите не ги освобождава от задължението да дават издръжка на децата си.

Щом е такъв характерът на задължението за издръжка, то следва да се приеме, че за неговото изпълнение може да се налага заповед върху сумите (стипендията), които задължителното лице получава като стипендиант.

2. Ако осъденият да дава издръжка отказва да я даде, то взыскателят има право да иска нейното изпълнение по реда на чл. 323 ГПК\*(1) и да налага заповед върху всички вещи и вземания на длъжника с изключение на тези, които изрично са посочени в чл. 339 ГПК. Но и тук законодателят, като е взел предвид характера на задължението за издръжка, е ограничил (чл. 340 ГПК\*(2)) приложението на тия изключения по отношение на длъжниците по задълженията за издръжка, като ги е лишил от правото да се ползват от постановленията на б. "б и "в" на чл. 339 ГПК. Същите длъжници не могат да се ползват и от облекченията - ограниченията по чл. 341 от същия закон\*(7).

При това положение Върховния съд счита, че не съществуват законни пречки, които да не позволяват да се налага заповед върху сумите, които длъжникът получава като стипендиант. Такива пречки няма нито в Гражданския процесуален кодекс, нито в Закона за висшето образование, нито в издадения въз основа на него Правилник за стипендиите (Изв., бр. 7/54 г.).

При отсъствие на изричен текст в закона, който да освобождава стипендиантите от заповед за задължение за издръжка, Върховният съд намира, че може да се налага такъв върху стипендия.

oooooooooooo

\*(1) Срв. измененията (ДВ, бр. 90/61 г. и бр. 38/89 г.).

\*(2) Срв. изменението (ДВ, бр. 90/61 г.).

\*(3) Срв. чл. 79 - 83 СК.

\*(4) Срв. чл. 75 СК.

\*(5) Срв. чл. 83 СК.

\*(6) Срв. чл. 91 СК.

\*(7) Срв. изменението (ДВ, бр. 28/83 г.).

## TABLES DES MATIERES

|                                                                                             |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>INTRODUCTION.....</b>                                                                    | <b>1</b>  |
| <b>I. LE GOUVERNEMENT DE LA PERSONNE DE L'ENFANT.....</b>                                   | <b>4</b>  |
| <b>A. LES TITULAIRES DE LA MISSION.....</b>                                                 | <b>4</b>  |
| 1. <i>L'attribution initiale de la mission</i> .....                                        | 4         |
| 2. <i>Les changements ultérieurs</i> .....                                                  | 5         |
| a) Impossibilité, pour l'un des parents, d'accomplir sa mission.....                        | 5         |
| b) Impossibilité, pour les deux parents, d'accomplir leur mission .....                     | 5         |
| c) Le divorce ou la séparation des parents.....                                             | 7         |
| d) Délégation de l'exercice des droits parentaux .....                                      | 8         |
| <b>B. LE CONTENU DE LA MISSION .....</b>                                                    | <b>9</b>  |
| <b>C. LES SANCTIONS.....</b>                                                                | <b>11</b> |
| <b>II. LE GOUVERNEMENT DES BIENS DE L'ENFANT.....</b>                                       | <b>14</b> |
| <b>III. LA COMPETENCE ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE.....</b>                                 | <b>16</b> |
| <b>A. LA COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE .....</b>                                                | <b>16</b> |
| <b>B. LA COMPÉTENCE JUDICIAIRE.....</b>                                                     | <b>16</b> |
| <b>C. LA PARTICIPATION DU PROCUREUR AUX PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES .....</b> | <b>17</b> |
| <b>IV. LES MESURES D'AIDE AUX PARENTS .....</b>                                             | <b>18</b> |
| ANNEXE N° 1.....                                                                            | 20        |
| ANNEXE N° 2.....                                                                            | 21        |
| ANNEXE N° 3.....                                                                            | 32        |
| ANNEXE N° 4.....                                                                            | 40        |
| ANNEXE N° 5.....                                                                            | 43        |
| ANNEXE N° 6.....                                                                            | 47        |
| ANNEXE N° 7.....                                                                            | 51        |